

interliaisons

Novembre
2021
n° 173

Commission exécutive de l'UCR du 21 octobre 2021

- p. 2 Compte-rendu de la CE du 21 octobre 2021
- p. 3 2 décembre : tous à Paris
- p. 4 Consultation nationale par Cathy TRAN PHUNG CAU
- p. 6 Rapport introductif par Jocelyne BOYER
- p. 10 Annexe : courrier aux orgas pour le 2 décembre

PERMANENCES

Du 30/11 au 2/12	TRAN PHUNG CAU Cathy	GARCIA Saturnin
Du 7 au 9/12	BOYER Jocelyne	BEAL Jean-François
Du 14 au 16/12	POUSSIER Marie Paule	DUHAUT Jacky
Du 21 au 23/12	DENIEAULT Michel	HERVE Martine

DÉCEMBRE

LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM	DIM
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

JANVIER

LUN	MAR	MER	JEU	VEN	SAM	DIM
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Bureau

Commission exécutive

Compte rendu de la Commission Exécutive de l'UCR-CGT

Le rapport introductif présenté par Jocelyne Boyer a été suivi d'un large débat avec 26 interventions.

Dans un premier temps, les camarades ont évoqué l'analyse optimiste, mais réaliste qu'ils faisaient de leur territoire sur les journées du 1^{er} octobre et du 5 octobre tant en termes de succès que de difficultés rencontrées et plus particulièrement sur l'élargissement de la participation. Pour l'ensemble de nos organisations, ces 2 journées d'actions confirment un état d'esprit à l'offensive et une envie d'agir des retraités.

Le débat a porté sur l'insuffisance des nouvelles mesures du PLFFS, de revenir dans la bataille des idées sur l'enjeu que sont les cotisations sociales et la nécessité d'une autre répartition des richesses au regard de l'explosion des profits. En même temps, être en capacité à montrer les succès à l'exemple du train « des primeurs » du 66, sur le recul du gouvernement sur le dossier « hercule ».

La journée d'action du 2 décembre a été un autre temps fort du débat. Les membres de la CE ont fait écho de leurs sections sur la volonté des syndiqués d'agir et de gagner sur leurs exigences du quotidien, le pouvoir d'achat, le niveau de pensions et les revalorisations des retraites de base et complémentaires. Également, a été réaffirmée dans le débat la nécessité de l'engagement de chacun pour créer toutes les conditions de la réussite de ce rendez-vous national.

D'ores et déjà, des organisations ont fait part de la mise en route de liste d'inscription et l'organisation de transport.

Autre point du débat, nos forces organisées : - 5 068 FNI en 2020 nous donne la responsabilité de ne pas banaliser nos pertes régulières et nous impose de prendre cette question à bras le corps avec l'objectif d'être au 100 % des FNI 2020 à la clôture de l'exercice en mai 2022. C'est à ce prix que nous serons pleinement un syndicalisme de classe et de masse.

Décisions :

- Une note sur le PLFSS à toutes nos organisations ;*
- Sur nos forces organisées, travailler l'objectif d'être au 100 % des FNI 2020 dans toutes les structures. Ce travail tenace et assidu sur l'état de nos forces organisées est aussi un outil pour construire et gagner en terme revendicatif ;*
- La journée d'action du 2 décembre : Engagement de chacun des membres de la CE pour créer toutes les conditions de la réussite de cet évènement national ;*
- L'objectif de notre processus revendicatif est de mettre « Le Social » au cœur de toutes nos initiatives, c'est le sens de notre campagne sur les besoins et l'exigence d'un bulletin de pension ;*
- Un plan de travail est mis en place ainsi que l'envoi d'une note par la vie syndicale pour mesurer la montée en charge de la construction du 2 décembre. Un rendez-vous téléphonique est décidé, tous les mercredis avec la vie syndicale et les coopérants. Les USR sont au centre de la construction de la mobilisation sur leur territoire et les UFR ont un rôle d'impulsion dans leur section via les USR ;*
- L'UCR-CGT fera un retour régulier à l'ensemble de nos organisations sur l'évolution de la mobilisation ;*
- Concernant le financement, la diffusion de différents matériels (badges, affiches, tracts), une première note de Bernard Guidou est adressée aux organisations.*

Ordre du jour du Comité général des 24 et 25 novembre à Vénissieux.

Conformément aux statuts de l'UCR, la Commission exécutive a décidé de l'ordre du jour du Comité général :

- « En route pour la conquête de notre triptyque et de nos forces organisées » ;*
- Proposition de cooptation à la CE de l'UCR-CGT de Pierre PETIT, Secrétaire Général de l'UFR Mines-Énergie.*

2 DÉCEMBRE : TOUS À PARIS



LES RETRAITES VONT MARQUER L'HISTOIRE

La Nouvelle Vague, celle des retraité·e·s, se forme dans toute la France, pour que ce 2 décembre soit un événement incontournable. Les bus, les trains se remplissent, et tous les jours de nouvelles inscriptions arrivent pour cette journée exceptionnelle. C'est déjà un premier succès, d'avoir pu et su nous mobiliser pour aller à la rencontre des syndiqués pour assurer la réussite de la mobilisation exceptionnelle.

Rendez-vous le 2 décembre, Paris nous voilà !!!!!

ORGANISATION

Dans chaque gare, et d'arrivée de bus, nous mettons en place, un accueil et un accompagnement des délégations. Nous sommes en train de régler pour le métro, et les derniers détails techniques avec la participation active de nos camarades de l'USR Paris.

Faire de cette manifestation un moment exceptionnel, cela dépend de vous. Bien sûr par le nombre, mais aussi par le bruit, la couleur. Des chapeaux, des foulards, des drapeaux aux couleurs de la CGT. Des banderoles, des slogans, des sifflets.

Nous faire voir, mais aussi nous faire entendre.

Une manif revendicative, mais aussi colorée. La morosité ce n'est pas pour nous !!!!

Nous, c'est l'action, la revendication, l'exigence de vivre une retraite digne et sereine !!!

Et pour immortaliser des photos, des vidéos....

Prenez des photos de vos délégations, au départ, pendant la manif, au retour, n'hésitez pas.

Envoyez-les nous par mail : l.vagner@cgt.fr



SYNDICALISATION et VIE NOUVELLE

Ce 2 décembre est aussi le moment de lancer des campagnes de syndicalisation et d'abonnement à Vie Nouvelle.

Le prochain numéro de Vie nouvelle va sortir juste avant la manif, durant la manifestation, l'espace Vie Syndicale animera un stand où ce numéro sera disponible ainsi que des bulletins d'abonnement et d'adhésion.

Soyons à l'offensive pour renforcer notre syndicat, pour continuer la lutte.

Nous sommes dans un processus, le 2 décembre n'est qu'une étape, la campagne sur nos besoins pour vivre dignement et la carte pétition pour exiger un bulletin de retraites vont nous demander encore plus d'énergie pour réussir ces initiatives.

Avoir de nouveaux adhérents, avoir de nouveaux lecteurs pour Vie Nouvelle, c'est une nécessité si nous voulons peser dans les débats et remettre du social au cœur de l'actualité.





Présentation de la consultation nationale sur les besoins des retraités pour vivre dans la dignité : « De quoi ai-je Besoin, que me faut-il pour vivre » par Cathy Tran Phung Cau.

Camarades,

Avant de vous faire la présentation du projet de la consultation nationale, vous avez dans vos enveloppes le projet conceptuel de la consultation.

Quelques rappels sur l'objectif de cette consultation, à savoir :

1. D'aller à la rencontre des retraités, en priorisant nos syndiqués (90 000 est une sacrée force !) et la population retraitée sur nos lieux de vie ;
2. De les faire s'exprimer sur leurs besoins économiques et sociaux à partir de leur vécu, leur budget de vie et sur le niveau de pension qu'ils estiment nécessaire pour vivre ;
3. À partir de ces besoins, construire les revendications des retraités autour de notre triptyque, sans oublier les autres axes revendicatifs de notre feuille de route.

Au regard du débat actuel dans les médias sur la flambée des prix et les difficultés qu'elle engendre sur le quotidien des populations, notre campagne sur les besoins et notre journée d'action du 2 décembre se trouvent au cœur de l'actualité. Il nous faut enfoncer « le clou et hausser le ton ! ».

Depuis le début de notre travail pour élaborer le contenu et le projet de campagne, nos idées ont cheminé et notre réflexion a évolué. Dans un 1er temps, nous avons travaillé à la construction d'un questionnaire autour de 16 questions sur 8 thèmes nous donnant un questionnaire trop long de 6 pages et créant des difficultés à remplir lors de nos initiatives de rencontre sur les lieux de vie.

À partir de là, nous avons réfléchi et avons fait le choix de construire cette consultation en 2 temps :

1^{er} temps :

Le choix de faire réaliser un sondage par des professionnels du questionnement afin d'obtenir une photographie de la situation des retraités à partir de 6 grandes questions :

1. La place des retraités dans la société : le retraité seul, le retraité en couple, le retraité « aidant » de ses parents, le retraité « soutien » de ses enfants ou petits-enfants, le retraité et le bénévole.
2. Le logement :
 - propriétaire et capacité d'entretien.
 - locataire, poids du loyer dans le budget du retraité.
 - logement en EHPAD : le coût.
3. L'énergie :
 - chauffage, électricité, gaz : le coût moyen de chacun mensuellement.
4. Santé et Services publics :
 - accès géographique et financier (nous permettant de voir les questions de proximité ou de désert et le poids des coûts qui sont autant de freins favorisant le renoncement).
5. Poids des dépenses contraintes :
 - l'eau, l'énergie, le téléphone, internet, le logement, la mutuelle, les assurances, le transport, l'alimentaire...
6. Votre niveau de retraite tous régimes confondus se situe à ?

2e temps :

À partir des résultats de ce sondage, reformulation d'un nouveau questionnaire.

Notre projet de consultation nationale sur les besoins des retraités ainsi que l'idée d'un sondage au préalable ont été présentés à Philippe Martinez qui assure le suivi de l'UCR-CGT.

Notre proposition a été appréciée et partagée et pour laquelle il a proposé l'aide de la Confédération pour organiser le sondage.

La rencontre avec l'organisme de sondage doit se faire d'ici quelques jours et auquel nous présenterons notre cahier des charges. Ce cahier comportera nos 6 questions, sa réalisation dans un délai très court ainsi qu'un panel sur la diversité des retraités à interroger.

À réception du sondage le collectif de travail de l'espace revendicatif reformulera un nouveau projet de questionnaire.

Nous proposons de fixer le lancement de la campagne au Comité Général des 24 et 25 novembre et qui s'étalera sur 4 mois. Campagne qui doit être un outil pour dynamiser notre action du décembre à Paris, de poursuivre la mobilisation des retraités et de maintenir les questions du « Social » au cœur des élections présidentielles.

Nous considérons que les temps d'échanges que nous avons eus sur le contenu revendicatif, le souci d'une consultation efficace à l'objectif décidé « De quoi ai-je besoin et que me faut-il pour vivre » ne sont pas du temps perdu, mais du temps gagné pour réussir.

Également, nous proposons de mettre comme autre élément de mobilisation des retraités, la campagne « d'un bulletin de pension de retraite pour tous les retraités ».

Il nous semble important d'aborder nos campagnes dans un processus revendicatif et d'actions qui donne envie, confiance et dynamisme à notre activité. Une démarche revendicative qui doit nous permettre de construire de nouveaux temps forts de mobilisations et d'actions en 2022 à partir de différents thèmes issus de la consultation. Ce processus revendicatif s'inscrit dans la mise en œuvre de la feuille de route de l'UCR-CGT.

À présent, à vous la parole.

Compte rendu du débat et décisions :

Les camarades ont reconnu l'intérêt de construire la consultation à partir des besoins en 2 temps.

L'appui d'un sondage avec l'aide de la Confédération va nous aider à mieux porter le concept de la consultation. En même temps, la discussion a mis en évidence la nécessité de travailler sur un panel de retraités afin d'obtenir une photographie précise de la situation de l'ensemble des retraités et particulièrement des femmes retraitées et des petites pensions.

Le deuxième temps étant de gagner l'expression des besoins avec un nouveau questionnaire prenant toutes les dimensions de la vie, sans oublier de mettre en débat pas de retraite inférieure au SMIC de 2 000 euros et les retraites complémentaires.

Ne pas oublier la ruralité et les questions de services publics et non pas de service au public.

La CE a partagé le choix de la durée de 4 mois pour réaliser la consultation : novembre à mars permettant de porter « le social » dans la période des élections présidentielles.

La consultation sera également portée par la presse syndicale : Vie Nouvelle, Ensemble.

La consultation devant nous permettre de construire nos revendications, de faire évoluer nos repères revendicatifs et d'agir pour les gagner.

Rapport introductif - Jocelyne BOYER



Notre Commission Exécutive de ce jour se tient après deux importantes journées d'action qui ont marqué ce début du mois d'octobre.

Celle du 1^{er} octobre à l'appel de l'Intersyndicale des 9 organisations de retraités et celle du 5 octobre à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse.

Quel bilan en tirer ?

La Commission exécutive confédérale du 6 octobre a largement échangé sur la situation sociale et revendicative suite à ces 2 journées de mobilisation. Elles confirment la dynamique de mobilisation qui doit nous donner confiance dans notre capacité à placer la « question du social » au cœur des débats, comme en témoignent les nombreux rassemblements et initiatives sur l'ensemble du territoire tant le 1^{er} octobre que le 5.

En effet, le 1^{er} octobre ce sont plusieurs milliers de retraités dans les rues avec 164 rassemblements et manifestations de niveaux différents peut-être, mais avec une fervente volonté des participants à se faire entendre et qui a crevé le silence des télévisions et radios.

Tous micros en main ont entendu les retraités, leur dire, combien aujourd'hui ils ont des difficultés pour vivre dignement de leur retraite face aux augmentations du coût de la vie, à ces dépenses incompressibles que sont le gaz, l'électricité, le carburant, les produits alimentaires, etc., en hausse continue.

S'exprimait aussi la colère de l'abandon de la loi grand âge et autonomie promise depuis le début du quinquennat. L'abandon de cette loi constitue un revirement budgétaire scandaleux.

En effet, nous venons de découvrir les nouvelles propositions inscrites dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), 400 millions d'euros annoncés à grand renfort de médias alors que les besoins estimés annuellement sont de l'ordre de 10 à 15 milliards. Cette décision est hautement symbolique de la place laissée à 20 % de la population dont 1 million vit en dessous du seuil de pauvreté.

Le 5 octobre avec 160 000 manifestants recensés dans toute la France, beaucoup de retraités ont rejoint les manifestations pour à nouveau revendiquer haut et fort avec l'ensemble des salariés actifs, l'augmentation des salaires et pensions.

Ces actions en appellent d'autres.

Concernant les 9 organisations de retraités, vous êtes en possession du compte rendu de l'Intersyndicale du 7 octobre où suite au mandat de notre dernière CE, la délégation UCR-CGT a proposé aux autres organisations la manifestation nationale à Paris début décembre.

L'Intersyndicale s'est de nouveau retrouvée le 14 octobre et vous avez eu connaissance dans l'après-midi du communiqué de presse des 9 organisations annonçant l'appel unitaire pour faire du 2 décembre une importante journée de mobilisation des retraités avec l'organisation d'une manifestation à Paris.

C'est gagné et nous nous en félicitons.

Maintenant, il faut mettre tout en œuvre pour que cette initiative soit une réussite. Et là, nous n'avons pas le choix, nous savons que même si la dynamique unitaire joue un rôle dans la mobilisation de nos syndiqués, plus largement des retraités, nous sommes bien souvent la locomotive.

Dès maintenant, toutes les USR avec l'aide et l'impulsion des UFR, doivent créer les conditions pour débattre, pour convaincre d'abord les militantes, militants, que nous visons juste en proposant cette action et que nous avons confiance en sa réussite.

Certes, nous n'allons pas devoir ménager nos efforts, il ne nous reste qu'un bon mois et demi pour organiser la venue sur Paris de milliers de retraités. Nous nous sommes fixé un objectif de 40 000, qui dépasserait le chiffre de juin 2014.

Cela s'organise et des dispositions concrètes sont à prendre dans les départements, les professions.

Inscriptions, organisation et financement des transports doivent se faire rapidement.

La note de Bernard du 13 octobre a détaillé entre autres, les supports de communication qui seront disponibles sous peu (tract, affiche, badge) pour populariser notre manifestation.

Au fur et à mesure de leur réalisation, vous en serez informés. Il en va de même pour les aspects financiers. Enfin, une partie importante de la réussite du 2 décembre repose sur l'engagement politique de toute la direction de l'UCR-CGT. Chaque membre de la CE est coopérant et aura donc la responsabilité d'impulser et de suivre cette action revendicative dans les départements avec lesquels ils coopèrent.

Un dispositif de suivi général sera mis en place au niveau de l'UCR-CGT sous la responsabilité de l'espace Vie syndicale.

Il est à noter, et ce n'est pas banal, que cette initiative du 2 décembre a eu l'assentiment et le soutien de l'Intersyndicale confédérale réunie le 11 octobre. Pour tirer un bilan de la journée d'action du 5 octobre, une nouvelle rencontre est prévue le 5 novembre prochain.

En effet, les mois à venir seront décisifs pour faire grandir le rapport de force capable d'inverser la tendance, tant chaque jour la fin de mandat de la « macronie » annonce la couleur pour asseoir l'image « réformateur » de son candidat.

Emmanuel Macron et son gouvernement montrent qu'ils sont déterminés à mener les attaques anti sociales jusqu'au bout, main dans la main avec le patronat sur toutes les questions. La campagne des présidentielles est déjà lancée, les promesses et les menaces de nouvelles destructions des conquêtes sociales pleuvent de tous les côtés.

Le président de la République a averti fin août en conseil des ministres « il y aura probablement encore des décisions difficiles », « avant Noël, nous ferons des choix raides sur l'indépendance économique du pays et des choix raides pour ne pas laisser filer la dette ». Le Premier ministre est chargé de mettre en musique cette politique. Le gouvernement veut nous présenter la note des milliards qu'il a distribué aux multinationales.

Les plans sociaux s'accumulent depuis plus d'un an et la confirmation de la suppression de 5 700 lits d'hôpitaux. 2020, en France, quelques 800 000 emplois ont été détruits et pourtant dans la plupart des grands groupes qui ont supprimé des milliers d'emplois a été réalisés d'importants bénéfices. Pour 2021, la Banque de France prévoit la destruction de 350 000 emplois, 6 millions de personnes au chômage et on nous dit : « pas assez de salariés disponibles et qualifiés pour prendre ces emplois ». Une manipulation pour faire passer « un nouveau plan d'action » sur les compétences qui sera présenté, le diplôme ne sera plus un critère. « Un jeune, une solution » à la demande des patrons, le 1^{er} ministre a prolongé pour six mois supplémentaires la prime de 5 à 8 000 euros versée à ceux qui recrutent un apprenti avec en plus l'exonération de cotisations sociales. La main-d'œuvre quasi gratuite et pour les jeunes travailleurs, un salaire dérisoire sans garantie d'embauche à la fin de leur apprentissage.

Il met de fait en vigueur complète la réforme de l'assurance-chômage et la sortie progressive des « dispositifs d'activité partielle ». Adapter les salariés aux mutations de l'emploi, tout un programme pour mettre la jeunesse, les chômeurs de longue durée et les seniors malléables et corvéables pour la rentabilité et le profit. Réforme pour laquelle la CGT avec toutes les autres organisations syndicales a déposé un nouveau recours au Conseil d'État pour faire tomber le décret du 1^{er} octobre.

Les bénéfices des entreprises du CAC 40 atteignent plus de 58 milliards d'euros au premier semestre 2021 qui a profité aux actionnaires qui ont eux augmenter leurs dividendes ainsi que la rémunération des PDG de 5,4 millions d'euros soit plus 30 %, l'équivalent de 277 SMIC annuels. Les riches de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres.

Le patrimoine des 500 premières fortunes de France représente 1 000 milliards d'euros alors que le PIB à lui reculé de 8 %. Le salaire des employés a chuté de 8,4%, celui des ouvriers de 5,9 %. L'indemnisation du chômage partiel passera à 72% du salaire net dans les entreprises. Quant au niveau des pensions, face à l'inflation à 1,6 % cette année, les retraités du public comme du privé n'ont vu leur pension de base valorisée que de 0,4 % et les retraites complémentaires du privé d'un petit pourcent, le compte n'y est pas surtout en période de flambée des prix.

Qu'importe, le gouvernement ose affirmer que les salariés, les retraités, ont vu leur pouvoir d'achat augmenter.

D'un autre côté l'addition du « quoi qu'il en coûte » est lourde.

- 240 milliards d'aide aux entreprises ;
- 160 milliards de prêts garantis par l'état ;
- 35 milliards de fonds de solidarité ;
- 30 milliards de plans d'investissements « pour bâtir La France de 2030 ».

La CGT, dans un communiqué, dénonce que les 30 milliards pour le capital sont loin des besoins des travailleurs. Indépendance, souveraineté industrielle, relocalisation, enjeux sociaux et environnementaux, investissements dans la recherche, sont autant de propositions que porte la CGT depuis des mois à travers un plan de rupture. Je vous invite à prendre connaissance de ce communiqué.

Des moyens existent de faire autrement, qu'une autre répartition des richesses est possible. Cela commence par la revalorisation des salaires et pensions. Cette question réunit toutes les professions et constitue une préoccupation majeure tant chez les salariés actifs que chez les retraités. Elle va d'ailleurs au-delà de nos frontières. Après les Allemands, les syndicats belges, dont la FGTB, ont appelé à une grève interprofessionnelle contre le blocage des salaires. Passer à l'offensive sur la question salariale appelle à ce que l'ensemble des organisations de la CGT prennent des initiatives.

La CE confédérale rappelle l'importance d'interpeller dans chaque secteur, les directions d'entreprise et l'administration, pour exiger l'ouverture de négociations salariales, de porter l'exigence de l'augmentation automatique de tous les minima de branches dès que le SMIC augmente, qu'aucun minima ne puisse être inférieur au SMIC.

C'est dans ce contexte revendicatif que s'inscrit la campagne de l'UCR-CGT « De quoi ai-je Besoin, que me faut-il pour vivre ». Je laisse le soin à Cathy de développer le sujet.

Pas de luttes revendicatives pérennes sans rapport de forces organisées-informées. Pour l'UCR-CGT, le dernier bilan d'orga au 6 octobre fait état de la situation suivante :

Au date à date (octobre 2020 – octobre 2021), en augmentation de + 2 035 FNI, soit :

Octobre 2020 : 60 917 FNI

Octobre 2021 : 62 952 FNI

Concernant les manquants :

2019 clos : 96 161 FNI

2020 : 91 093 FNI

Soit – 5 068 FNI

Comme rappelé dans la note, il nous faut impérativement porter nos efforts sur la rentrée des FNI, règlements de cotisations 2020, au risque d'enregistrer de nouvelles pertes lors de la clôture de l'exercice 2020.

Les États d'orga mensuels mis à la disposition des organisations et des coopérants ne sont pas en tableau comptable des FNI mais bien un moyen politique pour les USR et UFR d'intervenir auprès des sections les plus en retard et déterminer avec elle les raisons de ceux-ci.

Pour Vie nouvelle :

En octobre 2021, nous enregistrons un léger retard de -22 abonnements soit un total de 56805 abonnés décomposés comme suit :

54 098 collectifs

2 707 individuels

Au 12 juillet 2021, nous enregistrons un total de 56 827 abonnés décomposé comme suit :

53 985 collectifs

2 842 individuels

Dans le cadre de la préparation de l'action du 2 décembre, il nous faut inscrire dans un même mouvement, toutes les campagnes. Ce n'est pas chose simple et disons-le entre nous, souvent dans la CGT, nous avons du mal à être sur plusieurs fronts en même temps.

Nous avons décidé, lors de la CE 8 septembre, de faire de la double campagne de syndicalisation et d'abonnements la Vie nouvelle un axe fort des travaux de notre Comité général de novembre afin de préparer la rencontre des responsables à la vie syndicale et de ceux de Vie nouvelle en janvier 2022, avec nos campagnes revendicatives « De quoi ai-je besoin ? » et celle du bulletin de pension. Ces campagnes doivent rentrer dans la vie, être la feuille de route de la direction de l'UCR-CGT, celle de toutes les organisations.

Ce sont les conditions pour renforcer notre syndicalisme spécifique et de démontrer son utilité.

À 7 mois des élections présidentielles, les grandes manœuvres électorales se mettent en place jusqu'à voir arriver dans le paysage politique des hommes comme un Zemmour qui a grand renfort médiatique autour d'un livre, rempli de haine raciale, xénophobe, occupent le devant de la scène. Ce comportement malsain sert l'idéologie d'extrême droite. Zemmour, pas encore déclaré candidat, joue au jeu sur l'échiquier politique encore difficile à cerner. Il reste que nous devons être vigilants sur les conséquences que peuvent avoir les écrits, les paroles d'un tel homme. Attiser la haine et le rejet de l'autre est une forme de fascisme qui conduit à la résurgence de groupuscules d'ultra droite comme cela se produit en Italie où des membres Forza Nuova ont attaqué violemment le siège de la CGIL À Rome.

Dans un communiqué, la CGT a témoigné de son soutien plein et entier à la CGIL et demande que les mouvements extrémistes qui se multiplient en Europe soient combattus et dissous.

La CGIL était présente pour les commémorations du 80^e anniversaire de Châteaubriant de même que la CGT était à Rome pour participer à la manifestation de soutien à la CGIL agressée par les forces fascistes.



Nos réf. : 11/2021 – BG/LV

AUX ORGANISATIONS DE L'UCR-CGT

Montreuil, le 9 novembre 2021

Objet : Point sur l'organisation politique et pratique de notre manifestation nationale unitaire à Paris le 2 décembre.

Cher·e·s Camarades,

3 semaines nous séparent de notre manifestation nationale du 2 décembre. Ce courrier a pour but de vous fournir quelques éléments pour dynamiser notre activité afin de réussir, voire de dépasser, notre objectif de 40 000 manifestants.

Contexte :

▶▶ Notre triptyque revendicatif au centre de la mobilisation

- ⇒ Exigence d'augmentation des pensions : l'explosion de la bourse démontre l'urgence d'une autre répartition des richesses. Le mécontentement que crée cette situation doit impérativement se transformer en mobilisation de masse.
- ⇒ Avenir de notre Sécurité sociale : le PLFSS 2022 tourne le dos aux besoins de la population, des retraités, des personnels de la santé.
Nous sommes loin, très loin, du nouveau monde annoncé par Macron « le Président des riches » au début de la pandémie. À 2 jours du vote du PLFSS 2022 – le 4 décembre –, sachons imposer au gouvernement une autre politique permettant le maintien et l'amélioration de notre protection sociale.
- ⇒ Les services publics : les fermetures, les suppressions – entre autres en milieu rural –, la déshumanisation se poursuivent, voire s'accroissent. Contre ces agissements, confortons les nombreuses mobilisations locales en participant massivement à la manifestation du 2 décembre.

Plan de travail :

▶▶ Les inscriptions

Il est important que tous les mercredis, l'ensemble des USR, en lien avec leur coopérant, envoient leur point à l'espace Vie syndicale de l'UCR sur la boîte mail suivante : laviesyndicale.ucr@cgt.fr

En ce qui concerne les UFR, plusieurs se sont donné des objectifs et mettent en place un dispositif pour suivre et impulser la construction et la réussite de la manifestation.

C'est une bonne chose. Par contre, les sections de retraités doivent impérativement fournir les inscriptions à l'USR de leur périmètre, pour pouvoir en faire le bilan.

Il nous reste 3 points :

**le 17 novembre, le 24 novembre (ouverture du Comité général) et le 1^{er} décembre.
Loin d'être un travail administratif, ce point représente un rendez-vous politique majeur.**

»» Le fonds de solidarité

Comme nous l'avons annoncé, un fonds de solidarité a été mis en place par l'UCR-CGT pour aider financièrement nos organisations qui en ont besoin sur la question des transports. Rappelons que cette demande doit comporter un courrier et le devis du coût du transport. Les documents sont à envoyer à m.mouhat@cgt.fr.

La limite de recevabilité des demandes est reportée du 10 au 17 novembre, pour tenir compte de la période comportant plusieurs jours fériés.

Vous trouverez, joint à ce courrier, une adresse de la fédération des cheminots à ses syndicats de façon à aider les camarades qui souhaitent se rendre à Paris en train.

»» Les badges

Les badges vont vous parvenir cette fin de semaine, début de semaine prochaine. Ce dernier a pour objectif de faire connaître cette journée.

Ils sont fournis gratuitement aux USR, par l'UCR-CGT, à hauteur de 1 badge pour 2 syndiqués. Ils ont pour but et objectif d'aider, par leur vente, au financement des transports.

»» La communication

Vous avez à votre disposition le tract CGT et le tract unitaire qui appellent à la manifestation.

En ce qui concerne les affiches, suite à un contact ce jour avec l'entreprise Rivet Presse Édition, nous sommes contraints d'annuler l'impression. En effet, dans une période calendaire compliquée nous recevrons les affiches dans les USR la semaine du 22 novembre, ce qui est trop tardif. Par contre, vous trouverez ci-joint l'affiche en PDF. Cela vous permet une reproduction immédiate. Nous envoyons, ce jour, un courrier aux organisations du groupe des 9 pour les en informer (cf. pièce jointe).

Nous tiendrons une conférence de presse nationale le 29 novembre. Il est important de populariser cette initiative auprès des médias locaux.

»» Le parcours de la manif

Lors de la rencontre unitaire du 5 novembre, il a été défini le parcours :

**Denfert-Rochereau -> Invalides
Départ à 13h30**

Enfin, vous trouverez, en complément de ce courrier, le relevé de décisions unitaire de la rencontre du 5 novembre.

Cher·e·s camarades, mettons tout en œuvre pour réussir la manifestation du 2 décembre. Nous en avons l'ambition et le potentiel !

Bien fraternellement.

Bernard Guidou,
Secrétaire Général adjoint

MANIFESTATION NATIONALE DES RETRAITÉS

Augmenter
les pensions

Défendre
la Protection
sociale

les Services
publics

MAINTENANT!

MAINTENANT!

MAINTENANT!

MAINTENANT!

MAINTENANT!

2 DÉCEMBRE 2021

